

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL

9 MAI 1997 - 28 AVRIL 1998

**Conseil économique et social
Documents officiels, 1998**

Supplément No. 19



NATIONS UNIES

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
ABREVIATIONS ET SIGLES		iii
INTRODUCTION		1
CHAPITRES		
I. QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	2 - 3	1
Résolution appelant une décision du Conseil	3	1
II. ACTIVITES MENEES PAR LA COMMISSION DURANT LA PERIODE ALLANT DU 9 MAI 1997 AU 28 AVRIL 1998	4 - 80	5
A. Activités des organes subsidiaires	4	
B. Autres activités	5 - 80	5
III. PREMIERE REUNION DU COMITE MINISTERIEL DE SUIVI DE LA CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DE LA PLANIFICATION.	81 - 88	25
A. Participation et organisation des travaux	81 - 82	25
B. Ordre du jour	83	
C. Compte rendu des travaux	14 - 88	25
IV. RESOLUTION ADOPTEE PAR LA PREMIERE REUNION DU COMITE MINISTERIEL DE SUIVI DE LA CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DE LA PLANIFICATION		27
ANNEXES		
I. RAPPORT DE LA PREMIERE REUNION D'EXPERTS PREPARATOIRE DU COMITE MINISTERIEL DE SUIVI DE LA CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DE LA PLANIFICATION		31
II. REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES TENUES AU COURS DE LA PERIODE CONSIDEREEE (9 MAI 1997 - 28 AVRIL 1998)		36

ABREVIATIONS ET SIGLES

ACARTSOD	Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement social	CEEAC	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale
ACMAD	Centre africain pour l'application de la météorologie au développement	CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
ACP	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
AERC	Consortium pour la recherche économique en Afrique	CEPGL	Communauté économique des pays des Grands Lacs
AISI	Initiative société africaine à l'ère de l'information	CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements	CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
BAD	Banque africaine de développement	CILSS	Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CAC	Comité administratif de coordination	CMA	Coalition mondiale pour l'Afrique
CAMRDC	Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale	CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CASC	Centre africain pour la société civile	CODESRIA	Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique
CASD	Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique	COI	Commission de l'océan Indien
CCII	Comité de coordination interinstitutions	COMESA	Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
CDSR	Centre de développement sous-régional	CPC	Comité du programme et de la coordination
CEBVIRHA	Communauté économique du bétail, de la viande et du ressources halieutiques	CRAT	Centre régional africain de technologie
CEA	Commission économique pour l'Afrique	EAC	East African Cooperation
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	ESAMI	Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

ESAMRDC	Centre de mise en valeur des ressources minérales pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	PMAESA	Association de gestion portuaire pour l'Afrique de l'Est et australe
EUROSTAT	Office statistique des communautés européennes	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
FMI	Fonds monétaire international	RCSSMRS	Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	RECTAS	Centre régional de formation aux techniques des levés aériens
GTZ	Agence allemande de coopération technique	RIPS	Regional Institute for Population Studies
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement	ROADSIP	Programme d'investissement dans le secteur routier
MULPOC	Centre multinational de programmation et d'exécution de projets	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	SCN	Système de comptabilité nationale
OIG	Organisation intergouvernementale	UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
OIT	Organisation internationale du Travail	UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
OMC	Organisation mondiale du commerce	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
OMM	Organisation météorologique mondiale	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
OMS	Organisation mondiale de la santé	UNTACDA	Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique
ONG	Organisation non gouvernementale		
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel		
OSC	Organisation de la société civile		
OUA	Organisation de l'unité africaine		

INTRODUCTION

1. Le présent rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique porte sur la période allant du 9 mai 1997 au 28 avril 1998. Il a été établi en application du paragraphe 18 du mandat de la Commission et a été adopté par la Commission le 28 avril 1998.

CHAPITRE PREMIER

QUESTIONS APPELANT UNE DECISION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Commission économique pour l'Afrique

2. A la première réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification, tenue à Addis-Abeba le 28 avril 1998 la Commission a adopté une résolution qui appelle une décision du Conseil.

Résolution appelant une décision du Conseil

3. La résolution suivante appelle une décision du Conseil :

PROJET DE RESOLUTION

830(MFC.1) Réforme des commissions régionales

A. Relations entre la Commission économique pour l'Afrique, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales en Afrique

Le Comité ministériel de suivi,

Rappelant le mandat de la Commission tel qu'il a été adopté par le Conseil économique et social dans sa résolution 671A (XXV) du 29 avril 1958 et amendé par ses résolutions 974 D.1(XXXVI) du 5 juillet 1963, 1343 (XLV) du 18 juillet 1968 et 1978/68 du 4 août 1978,

Rappelant en outre les différentes résolutions qui ont des implications sur le mandat et les opérations de la Commission, y compris notamment la résolution de l'Assemblée générale 32/197 du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale 33/202 du 29 janvier 1979 et 44/211 du 21 décembre 1989 et 50/120 du 20 décembre 1995,

Notant avec satisfaction l'approbation par le Conseil économique et social dans sa résolution 718 (XXVI) du 12 mai 1991 de la revitalisation du mandat et du cadre opérationnel des commissions économiques régionales, la résolution de la Commission 726 (XXVII) du 22 avril 1992 sur le renforcement de la Commission économique pour l'Afrique en vue de faire face aux défis du développement dans les années 90, la résolution 779 (XXIX) du 4 mai 1994 sur le renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission économique pour l'Afrique et la résolution 809 (XXXI) du 8 mai 1996 sur les nouvelles orientations de la Commission économique pour l'Afrique,

Ayant à l'esprit les résolutions de l'Assemblée générale 45/177 du 19 décembre 1990, 45/264 du 13 mai 1991 et 46/235 du 13 avril 1992 sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines

connexes, dans lesquelles un appel a été lancé dans le but de permettre aux commissions régionales de jouer pleinement leur rôle sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et, pour celles situées dans des pays en développement, d'être renforcées dans le cadre des objectifs globaux du processus actuel de restructuration et de revitalisation,

Tenant compte de la résolution de l'Assemblée générale 52/12B du 19 décembre 1997 sur la rénovation de l'Organisation des Nations Unies : un programme de réforme, qui a invité le Conseil économique et social à procéder, en consultation avec les Etats membres et les organes régionaux intergouvernementaux compétents, à sa session de fond de 1998, à un examen général des commissions régionales, en ayant à l'esprit les dispositions pertinentes de la résolution 50/227 du 24 mai 1996 et les examens déjà effectués par chaque commission, afin de déterminer les compétences des commissions régionales par rapport à celles des organes mondiaux et d'autres organes intergouvernementaux régionaux et sous-régionaux;

Ayant examiné en profondeur le document E/ECA/MFC.1/2 intitulé "Réformes des commissions régionales : relations entre la Commission économique pour l'Afrique, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales en Afrique - note du secrétariat";

1. Se félicite de la note du secrétariat ¹;
2. Exprime sa satisfaction pour les observations et analyses figurant dans la note;
3. Décide de recommander ce qui suit :

Recommandation 1: Réaffirmer et appuyer les mécanismes actuels de coordination au niveau régional

Un premier pas important pour développer la collaboration entre la Commission économique pour l'Afrique et les organismes des Nations Unies, est de réaffirmer et d'appuyer le rôle de chef d'équipe assigné aux commissions régionales dans la résolution 32/197. Dans ce contexte, les organismes devraient utiliser le mécanisme intitulé Comité administratif régional de coordination que le Secrétaire général avait proposé dès 1994. Le Conseil économique et social devrait envisager de fournir une directive législative à cet effet. Le comité régional permettrait d'examiner plusieurs questions de caractère régional, notamment des questions telles que le suivi des conférences mondiales et divers programmes sur la reconstruction à l'issue des conflits et le développement de l'Afrique. A cet égard, la prochaine réunion de la Conférence des ministres qui se tiendra en 1999 devrait examiner de façon approfondie la coordination et la collaboration entre les organismes des Nations Unies opérant aux niveaux sous-régional et régional en Afrique.

Recommandation 2: Adopter des principes de coordination régionale

Les organismes des Nations Unies en Afrique devraient adopter certains principes de coordination régionale. Les organismes devraient s'employer à promouvoir la coordination régionale en vue de développer l'échange d'information sur les travaux futurs ou actuels; d'améliorer la complémentarité des programmes; de tirer parti des compétences des uns et des autres et de mettre les ressources financières et humaines à la disposition des organismes des Nations Unies pour leur permettre d'élaborer des politiques qui présentent un intérêt pour toutes les parties.

¹ E/ECA/MFC.1/2.

Recommandation 3: Renforcer la coordination au niveau sous-régional

La collaboration et la coordination entre les organismes des Nations Unies en Afrique devraient aussi être renforcées au niveau sous-régional. A ce niveau, elles devraient prendre la forme d'opérations conjointes destinées à appuyer les activités spécifiques des pays dans le cadre sous-régional. C'est ainsi que la complémentarité et l'harmonie recherchées au niveau régional seront renforcées. Les centres de développement sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique devraient être un outil important de coordination au niveau sous-régional.

Recommandation 4: Le rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans ses fonctions normatives et opérationnelles

La Commission économique pour l'Afrique, en tant que commission régionale de l'Organisation des Nations Unies et en tant qu'organisme faisant partie des institutions régionales au service du développement de l'Afrique, a entrepris des activités précieuses ayant un caractère normatif (analyse, activités de sensibilisation, fixation de normes) et des activités opérationnelles qui ont été complémentaires aux activités entreprises par les Etats membres de la région. La Commission économique pour l'Afrique devrait continuer à entreprendre ces deux types d'activités, puisqu'il a été reconnu que son assistance technique a un rôle catalyseur du fait qu'elle permet de traduire ses activités normatives en appui concret aux efforts de développement des Etats membres.

Recommandation 5: Renforcer la coopération entre les organisations africaines

Au niveau régional, il existe déjà implicitement une spécialisation et une répartition des tâches entre les trois principales organisations intergouvernementales africaines: OUA, Commission économique pour l'Afrique et BAD. Toutefois, il faudra maintenant mieux répartir les tâches, rationaliser et renforcer davantage la complémentarité des trois organisations, conformément à leur mandat et à leurs compétences pour améliorer leur efficacité et leur impact dans le cadre de leur mission collective, à savoir assurer le développement général de l'Afrique au niveau régional. Pour ce faire, les organisations africaines doivent renforcer leur secrétariat conjoint en mettant en oeuvre des stratégies similaires comme il a été souligné plus haut pour le système des Nations Unies. Elles devraient, en particulier :

- a) Renforcer la coordination, notamment la collaboration dans les domaines de l'élaboration des programmes, de la planification, du suivi et de l'évaluation des activités, en vue d'assurer la complémentarité des activités et d'en tirer parti;
- b) Améliorer la concertation et la communication au niveau de tout le personnel et non seulement au niveau des chefs de secrétariat;
- c) S'employer à inculquer un nouvel état d'esprit au personnel, fondé sur une vision commune des défis qu'il faut relever pour assurer le développement politique, social et économique de l'Afrique et des possibilités qui s'offrent dans ce domaine, et sur le souci partagé de faire progresser l'Afrique;
- d) Rationaliser et coordonner l'action des mécanismes intergouvernementaux. Les organes directeurs de toutes les organisations africaines pourraient être invités à résumer, dans un rapport commun, leurs principales décisions qui seront présentées au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, organe suprême de la Communauté économique africaine.

**B. Révision du Plan à moyen terme de la Commission économique
pour l'Afrique, 1998-2001**

Le Comité ministériel de suivi,

Ayant examiné le document E/ECA/MFC.1/3 intitulé "Première révision au Plan à moyen terme 1998-2001 : note du secrétariat",

Rappelant la résolution de la Commission 809 (XXI) du 8 mai 1996 dans laquelle la Commission approuvait le Plan à moyen terme, 1998-2001 dans le cadre des nouvelles orientations fixées à la Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant en outre les résolutions de la Commission 810 (XXXI) du 8 mai 1996 et 828 (XXXII) du 8 mai 1997 qui, respectivement, appelaient au renforcement des ex-Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) et à leur transformation en centres de développement sous-régionaux (CDSR) tout en les dotant d'un programme et d'orientations plus larges, ainsi que la résolution 824(XXXI) du 8 mai 1996 sur le suivi des conférences de Dakar et de Beijing : mise en oeuvre des plateformes d'action mondiale et régionale pour la promotion de la femme;

Approuve la révision du Plan à moyen terme 1998-2001 prévoyant la création de deux nouveaux sous-programmes : promotion de la femme et appui aux activités sous-régionales de développement.

CHAPITRE II

ACTIVITES MENEES PAR LA COMMISSION DURANT LA PERIODE ALLANT DU 9 MAI 1997 AU 28 AVRIL 1998

A. Activités des organes subsidiaires

4. Au cours de la période considérée, le secrétariat a préparé les réunions de divers organes intergouvernementaux de la Commission et en a assuré le service technique. La liste de ces réunions figure à l'Annexe II du présent rapport.

B. Autres activités

Faciliter l'analyse de la politique économique et sociale

5. Durant la période considérée, dans ce sous-programme, l'accent a été mis sur l'analyse de la politique économique en vue d'assurer une croissance soutenue et la stabilité macro-économique, la promotion du commerce et des investissements, la gestion rationnelle de la dette, la politique sociale et la réduction de la pauvreté. Dans le cadre des activités en matière de recherche fondamentale, le secrétariat a réalisé dix études portant sur des sujets divers tels que la politique commerciale et en matière de concurrence dans le contexte des pays africains, la politique commerciale et d'investissement en Afrique, les pratiques et procédures en matière de marchés publics en Afrique, l'effet de quelques programmes de subventions publiques en Afrique, le rôle des institutions dans la réforme fiscale, les systèmes d'épargne informels dans les pays africains, l'éducation de type classique et non classique en Ethiopie et le profil de la pauvreté, avec un accent particulier sur le secteur rural. Le rapport économique sur l'Afrique 1998 a été également publié.

6. Le secrétariat a en outre produit trois rapports sur des questions d'actualité touchant au développement de l'Afrique. Le premier rapport intitulé « Vers le 21ème siècle : un programme africain de développement dans le cadre de la deuxième Conférence internationale de Tokyo (TICAD II) » est une étude sur les diverses stratégies de développement proposées pour la région, évalue les différentes politiques proposées et examine les possibilités d'avenir dans le cadre d'un monde globalisé. Le deuxième rapport portant sur l'Afrique et l'Accord multilatéral sur les investissements, examine de façon critique les projets de documents sur l'Accord proposé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les options suggérées pour les pays africains. Le rapport a été soumis à la réunion spéciale de groupe d'experts portant sur les mécanismes de suivi appropriés de la première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les modalités pour faciliter la participation effective de l'Afrique à la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC. La troisième publication était axée sur la mesure et l'analyse de la pauvreté.

7. Le secrétariat a aussi organisé un certain nombre de réunions auxquelles il a participé. Soixante participants de 17 pays africains, organisations non gouvernementales (ONG) et donateurs bilatéraux et multilatéraux ont assisté au Forum sur le partage des coûts dans les secteurs sociaux en Afrique (10-20 juin 1997), organisé en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Banque mondiale. Le Forum a adopté le Consensus d'Addis-Abeba sur l'éducation de base et la santé de base. La CEA a participé à la réunion du Conseil d'administration provisoire du Forum des marchés de capitaux africains, tenu à Nairobi,

Kenya en mars 1998. Le Forum – créé avec le soutien énergique de la Commission – a pour principal objectif, de promouvoir le développement de marchés de capitaux efficients en Afrique. A cet égard, la CEA a financé l'élaboration d'un projet technique et de mise en place de capacités relatif à la promotion de marchés de capitaux en Afrique, projet ayant pour objet de réunir des fonds pour le Forum. Le secrétariat a participé aussi à la première réunion des ministres du commerce de l'Organisation de l'unité africaine/Communauté économique africaine (OUA/CEAF), tenue les 8 et 9 avril 1998 à Harare, Zimbabwe, qui a vu la participation de 31 pays africains et de 11 organisations régionales, internationales et non gouvernementales. La CEA a fait une contribution importante à la réunion du Comité économique de la Coalition mondiale pour l'Afrique, organisée pour examiner les questions ayant trait aux mesures à prendre pour améliorer les conditions d'investissement en Afrique.

8. Un élément important des activités de la Commission est de doter les Etats membres de capacités qui facilitent l'analyse de la politique économique et sociale. La formation de groupe, des ateliers et des séminaires ont été organisés à l'intention des Etats membres dans les domaines de l'analyse et du suivi de la pauvreté. Le secrétariat a travaillé étroitement avec diverses institutions des Nations Unies et autres organisations telles que l'OMC, l'UNICEF, l'OUA, la BAD, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA), l'Organisation pour la recherche en sciences sociales en Afrique de l'Est (OSSREA) et le Consortium pour la recherche économique en Afrique (AERC). La collaboration a pris les formes suivantes : participation à des réunions, organisation de missions conjointes, planification de publications conjointes et étude des perspectives de coopération future au service de l'Afrique. La collaboration avec la CMA et l'OCDE a consisté à participer à des réunions et à échanger des points de vue sur les progrès réalisés dans la région.

9. Des missions d'assistance technique ont été effectuées dans certains Etats membres. Deux missions ont été envoyées au Malawi et en Ouganda et elles ont porté sur des questions de développement général ainsi que sur des questions spécifiques telles que la diplomatie économique, la technologie de l'information et la coopération économique régionale. Le secrétariat a en outre organisé plusieurs autres missions dans le but de fournir des services consultatifs aux Etats membres sur le rééchelonnement de la dette, la macro-économie, les questions ayant trait à l'OMC, les relations commerciales et les questions portant sur la pauvreté.

Garantir la sécurité alimentaire et le développement durable

10. Les activités menées dans le cadre de l'appui à la sécurité alimentaire et au développement durable ont mis particulièrement l'accent sur les questions liées à la réduction du taux d'accroissement démographique, à l'augmentation de la productivité agricole, à une meilleure maîtrise de l'environnement et à l'utilisation de la science et de la technique au service du développement durable. Le secrétariat a établi huit rapports d'orientation, participé à huit ateliers, organisé et/ou participé à treize réunions et collaboré avec plusieurs institutions et organismes des Nations Unies. Les rapports d'orientation portaient sur les sujets ci-après : a) dynamique de la sécurité alimentaire, population et environnement en Afrique : examen de certaines questions; b) étude de la promotion du développement durable des établissements humains ruraux en vue de réduire l'exode rural et de développer l'emploi dans les zones rurales déshéritées; c) directives générales sur la sécurité alimentaire, la population et le développement durable en Afrique; d) mesures pour faciliter la transition démographique en Afrique : questions

et défis; e) gestion intégrée des ressources en eau dans le cadre d'une perspective régionale du continent africain; f) gestion des ressources en eau - techniques de collecte des eaux de pluie; g) rôle de la biotechnologie dans l'augmentation des rendements agricoles en Afrique et h) cadre stratégique d'intervention de la CEA en matière de science et de technique en Afrique.

11. Ces différents rapports visaient à : définir un cadre conceptuel permettant d'analyser les liens entre l'agriculture, la population et l'environnement (synergie entre les trois éléments) et en faire un instrument de plaidoyer en faveur de l'approche axée sur l'interdépendance; aider les décideurs et les planificateurs à mettre au point des politiques et programmes en vue du développement durable des zones rurales et de leur intégration à l'économie nationale; identifier et encourager les meilleures pratiques dans la planification et la gestion du développement des établissements humains ruraux; renforcer la prise de conscience de l'interdépendance des questions relatives aux ressources en eau dans le cadre de la synergie entre la population, l'environnement et le développement; identifier, analyser et évaluer les facteurs et les problèmes (économiques, démographiques, sociaux, culturels et biologiques) qui favorisent ou retardent une réduction significative des taux de mortalité, de fécondité et d'accroissement démographique dans certains pays africains en vue de recommander l'adoption de politiques et stratégies appropriées à même de faciliter la transition démographique et de garantir la sécurité alimentaire et le développement durable dans la région; encourager l'adoption d'une nouvelle stratégie de développement et l'application de la technologie en général et de la biotechnologie en particulier et revoir la stratégie d'intervention de la CEA à la lumière des nouvelles orientations stratégiques de la Commission. Les rapports ont été établis à l'intention d'un large public, notamment les fonctionnaires aux niveaux national, sectoriel et local chargés de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de population dans le cadre du plan national de développement; les planificateurs, les décideurs, les chercheurs, les experts, les ONG, les organisations intergouvernementales et les universitaires qui oeuvrent dans les domaines de la population, de l'environnement et de l'agriculture. Les recherches entreprises dans le cadre de ce sous-programme devraient contribuer à améliorer les compétences aux niveaux national, sectoriel et local en matière d'intégration des paramètres-population, environnement et agriculture - à la planification du développement dans les Etats membres de la CEA; à renforcer les politiques et stratégies en matière de sécurité alimentaire et à mettre en oeuvre les plans d'action; à renforcer la prise de conscience des besoins des pays africains en matière de science et de technique; et à promouvoir la nécessité de mettre l'accent sur les techniques en rapport avec la population, l'environnement et l'agriculture pour garantir la sécurité alimentaire et le développement durable en Afrique.

12. Plusieurs activités opérationnelles ont été entreprises dans les domaines de la population, de l'environnement et de l'agriculture aux niveaux national et sectoriel en collaboration avec des institutions de recherche et des bailleurs de fonds internationaux. Ces activités ont consisté essentiellement à organiser des ateliers visant à : améliorer les compétences pour la mise au point d'indicateurs pour le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre des politiques et programmes relatives à la population, à l'environnement et à l'agriculture; faciliter la compréhension des modalités du modèle population, environnement, développement, agriculture; faire mieux comprendre les rapports de causalité entre la sécurité alimentaire et l'environnement; identifier les problèmes, les besoins, les initiatives et les principaux acteurs dans le domaine de la sécurité alimentaire régionale; identifier les options prioritaires et les approches possibles en vue de prendre en charge les problèmes de sécurité alimentaire et d'environnement dans la Corne de l'Afrique; échanger des données d'expérience dans le domaine de la recherche sur la fertilité des sols et mettre au point un projet de gestion de la fertilité des sols ainsi qu'un document de projet pour l'Ethiopie. Les ateliers ci-après ont notamment été organisés : atelier sur le renforcement

des capacités pour la mise au point et l'application d'indicateurs du développement durable en Afrique, Accra (Ghana), du 3 au 6 juin 1997; atelier national sur les fertilisants, Addis-Abeba, du 1er au 3 octobre 1997; atelier régional des parties concernées, sur la sécurité alimentaire et l'environnement dans la Corne de l'Afrique, organisé en collaboration avec le World Resources Institute et le Bureau est-africain de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, Nairobi (Kenya), du 4 au 6 février 1998; atelier de formation inter-pays sur la planification de la population et du développement, Prétoria (Afrique du Sud), du 23 au 27 mars 1998 et atelier sur la gestion de la fertilité des sols, Addis-Abeba, du 21 au 23 avril 1998.

13. Le secrétariat a participé à plusieurs réunions et contribué aux travaux de divers comités et équipes spéciales interorganisations, notamment la Commission de la science et de la technique au service du développement; la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II); le Comité interorganisations du développement durable; la réunion du groupe d'experts sur la mise en valeur des ressources en eau non conventionnelles et les techniques appropriées pour la gestion des eaux souterraines dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO); le Conseil d'administration de l'Institut régional d'études démographiques des Nations Unies; la première réunion du groupe spécial d'experts sur la science et la technique au service de la sécurité alimentaire et du développement durable et la réunion de l'organe directeur du Centre régional africain de technologie. Le secrétariat a également pris part à plusieurs autres activités de collaboration et de coordination avec les organismes et institutions des Nations Unies ainsi qu'avec des organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales, notamment à travers l'échange de données et la participation à des conférences, réunions et ateliers.

Renforcement de la gestion de l'environnement

14. L'élargissement des perspectives de gestion du développement a constitué une part importante des activités du secrétariat. A cet égard, l'accent a été mis sur la recherche, l'échange d'expériences et de documentation sur l'état de la gestion du développement en Afrique, l'accent étant mis sur l'incidence des diverses réformes visant à renforcer les organisations publiques, privées et de la société civile et sur les mesures à prendre face à la mondialisation et à la libéralisation des marchés.

15. Les activités dans le domaine de la gestion du secteur public ont été axées sur l'amélioration de l'efficacité des pratiques, systèmes et institutions de développement en Afrique, notamment à travers une assistance pour l'analyse des stratégies de réforme du secteur public et des meilleures pratiques à même de renforcer les capacités institutionnelles, administratives et d'organisation. L'accent a également été mis sur la vulgarisation des mesures destinées à accélérer la décentralisation afin de renforcer les structures de l'administration locale, la mise en valeur du capital humain et la création d'un environnement propre à encourager l'investissement. A cet effet, le secrétariat a entrepris plusieurs activités de recherche, notamment des études sur : a) les réformes du secteur public; b) les tendances dans la gestion des ressources humaines dans l'administration publique en Afrique et c) la réforme des régimes fiscaux en vue de favoriser l'investissement en Afrique.

16. L'étude intitulée "les réformes du secteur public : tendances en matière de compression d'effectifs et création de nouveaux emplois en Afrique" examine la situation générale de l'emploi dans la région, notamment les stratégies de réforme du secteur public dans certains pays africains et la réintégration des effectifs licenciés au sein du secteur productif. Elle présente également une vue d'ensemble des différents programmes adoptés par certains pays africains

après les compressions d'effectifs et leurs incidences sur la création d'emplois nouveaux ainsi que le rôle des pouvoirs public, du secteur privé et de la communauté internationale à cet égard.

17. Etant donné que les micro et petites entreprises jouent un rôle accru dans le développement du secteur privé en Afrique, le secrétariat s'est attaché à définir des programmes permettant aux micro-opérateurs des secteurs structuré et non structuré d'avoir accès à des plans de financement afin de disposer des ressources et des services nécessaires pour augmenter leur capital. Le financement des micro projets a fait l'objet d'une analyse dans le cadre d'une étude réalisée afin de trouver les moyens d'améliorer l'accès aux petits prêts en mettant à profit les systèmes de micro-financement traditionnels et non traditionnels. L'étude examine les pratiques et programmes de micro-financement qui ont cours dans certains pays africains, et évalue les politiques et stratégies ainsi que les principales contraintes dans ce domaine. Dans l'étude des recommandations pertinentes sont présentées à l'adresse des gouvernements, institutions financières, organisations non gouvernementales (ONG), associations du secteur non structuré ainsi que des micro et petits entrepreneurs. Les types de partenariat pouvant servir à harmoniser les mécanismes de micro financement des secteurs non structuré et structuré y sont en outre esquissés.

18. D'autres activités d'appui au développement du secteur privé en Afrique ont été axées sur la promotion du secteur non structuré, recherchée essentiellement à travers l'exécution d'un projet visant, d'une part, à renforcer le rôle du secteur non structuré dans le développement socio-économique et, d'autre part, à lutter contre la pauvreté des populations urbaines les plus concernées. Financé par l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), ce projet ne met pas seulement en mouvement un processus participatif qui permet aux opérateurs du secteur non structuré de se concerter et de résoudre leurs problèmes, de formuler et d'appliquer des plans d'action, mais il permet également d'établir des relations avec les partenaires dont l'assistance a pour objectif de rendre plus favorable l'environnement dans lequel ces opérateurs évoluent.

19. Face à la forte demande pour le renforcement des capacités des organisations de la société civile, un certain nombre de séminaires et d'ateliers ont été organisés sur différents aspects de la question. Certains, à caractère national, ont porté sur les moyens dont disposent les organisations non gouvernementales (ONG) en matière d'analyse des politiques et de plaidoyer pour participer activement à la formulation et à l'application des politiques et des programmes. D'autres, à caractère sous-régional ou régional, ont permis d'élaborer, de publier et de diffuser des séries de directives et de manuels techniques sur des questions cruciales du renforcement des capacités opérationnelles des organisations de la société civile. Une initiative importante visant à renforcer les contributions et les synergies éventuelles de ces organisations a été la création, en octobre 1997, du Centre africain pour la société civile, dont la mission première est de servir de centre de documentation pour le développement institutionnel et le renforcement des capacités des organisations africaines de la société civile.

20. Au titre du programme ordinaire de coopération technique, des services-conseils et de formation ont été fournis à des Etats membres, des groupes économiques sous-régionaux et des organisations intergouvernementales, pour répondre à leur demande. Dans ce même cadre, des études ont été menées sur la restructuration du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans ces études, sont proposés des modes d'organisation permettant aux groupements économiques sous-régionaux de poursuivre plus efficacement leurs objectifs d'intégration, y est également soulignée l'importance du secteur privé dans les efforts de création

des différents marchés communs. Elles contiennent aussi des recommandations sur la manière dont le secteur privé peut participer au processus d'intégration. Les Etats membres ont bénéficié de services de formation visant à renforcer les capacités de la fonction publique en matière de gestion du développement, de suivi et d'évaluation de la prestation de services, notamment des entreprises publiques. Ils ont également reçu une assistance dans la fixation des critères de contrôle d'éthique, de responsabilité et d'amélioration de la prestation de services, ainsi que des mesures de nature à renforcer la motivation, la productivité et la décentralisation.

21. L'Organisation mondiale de la santé et la Commission économique pour l'Afrique ont conjointement organisé un atelier sur le rôle des collectivités locales dans le domaine de la santé, dans le but de combler les lacunes des systèmes et services de santé publique en Afrique. Certains problèmes rencontrés dans le secteur de la santé publique pourraient s'expliquer non seulement par l'économie et le financement des soins de santé, mais également par la structure et les dispositions institutionnelles qui caractérisent les services de santé. En abordant ces questions, l'atelier a mis l'accent sur deux questions essentielles, à savoir le rôle qu'il faudrait attribuer aux collectivités locales dans la prestation des services de santé de base et la répartition des responsabilités en matière de soins de santé primaires entre, d'une part, les organes de l'administration centrale et des collectivités locales et, d'autre part, la communauté.

22. Le secrétariat a poursuivi ses efforts de coopération interinstitutions dans le domaine de la gestion du développement, essentiellement par le truchement d'activités conjointes visant à promouvoir la bonne gouvernance et la démocratie comme facteurs de développement durable. A cet égard, il a oeuvré étroitement avec le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) à l'organisation du premier Forum annuel africain sur la gouvernance, comme moyen d'échanger des données d'expérience et d'identifier les pratiques les plus performantes en matière de gouvernance en Afrique. En collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, la CEA a organisé, au premier trimestre de 1998, la Conférence sur la gouvernance en Afrique, en mettant l'accent sur une panoplie de questions liées à la consolidation des fondements institutionnels de la bonne gouvernance.

Coopération et intégration régionales

23. Les activités du secrétariat ont tourné autour des objectifs suivants : faciliter et activer le processus d'intégration régionale ; encourager la mise en place coordonnée et l'utilisation effective de réseaux régionaux d'infrastructures des transports et des communications ; promouvoir le renforcement des capacités d'exploration et d'utilisation rationnelles des ressources minérales et énergétiques grâce à la coopération intra-régionale ; préconiser la coopération en vue de la gestion, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources en eau transfrontières, y compris les bassins fluviaux et lacustres.

24. Dans chacun de ces domaines, les activités suivantes ont été menées :

a) Faciliter l'application des accords de coopération existants : des études ont été réalisées sur les sujets suivants : ampleur des entraves physiques, des barrières tarifaires et non tarifaires, leur impact sur le commerce intra-africain et leur incidence sur les modèles de développement régional ; degré de convergence des politiques micro et macro-économiques au sein des pays africains : proposition de cadre institutionnel d'une plus grande harmonisation;

b) Renforcer les capacités d'appui au processus d'intégration : des études ont été menées sur les questions suivantes : création d'un mécanisme d'autofinancement au sein du

COMESA; renforcement des communautés économiques régionales; renforcement des capacités essentielles d'intégration régionale. Par ailleurs, suite à la résolution de la Commission sur la rationalisation des institutions parrainées par la CEA, la Division de la coopération et de l'intégration régionales ainsi que les divisions organiques concernées ont porté à l'attention du Conseil d'administration de la plupart des institutions intéressées, la nécessité de prendre les mesures requises en vue de l'application de la décision et de la recommandation adoptées en 1997 par la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification. Ces mesures se traduiront par un document directif que la CEA préparera à la fin de 1998 et soumettra en 1999 à la Conférence des ministres. Enfin, le secrétariat a participé en février 1998 aux réunions des organes politiques de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale qui ont adopté un programme de relance de cette organisation en veilleuse depuis 1993. Le secrétariat a également pris part à l'exécution de ce programme ;

c) Elargir le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale : des publications techniques ont été produites sur les thèmes suivants : l'intégration économique de l'Afrique face à la libéralisation du commerce mondial et à la mondialisation : une réévaluation des délais prévus par le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine ; l'intégration économique régionale en Afrique et le système commercial multilatéral ; mondialisation et libéralisation des marchés : perspectives des exportations africaines. En résumé, dans ce domaine, le secrétariat s'est attaché à assurer la viabilité des accords de coopération régionaux existants, à harmoniser le programme de libéralisation commerciale mené par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le programme d'intégration économique de l'Afrique, à rationaliser et renforcer le cadre institutionnel de coopération et d'intégration régionales;

d) Encourager la mise en place coordonnée et l'utilisation effective de réseaux d'infrastructures des transports et des communications : pour l'essentiel, les activités ont visé à réaliser les quatre principaux objectifs ci-après : renforcer les capacités de gestion en vue du développement et du fonctionnement des infrastructures ; améliorer la connexion des réseaux de transport et faciliter la circulation ; constituer des bases de données sur les transports ; développer un partenariat pour la propriété industrielle et des alliances stratégiques.

25. Pour ce qui est de renforcer les capacités de gestion en vue du développement et du fonctionnement des infrastructures, la CEA a agi sur trois grands fronts : elle a rédigé des rapports relatifs aux cadres directeurs; elle a organisé des réunions sur les politiques afin de faire mieux comprendre certains points et dégager un consensus sur lesdits points dans le but de promouvoir le développement des transports et des communications en Afrique ; elle a fourni des services-conseils aux Etats membres. Dans le cadre des préparatifs de la onzième Conférence des ministres africains des transports et des communications, la CEA a mené, de juin à septembre 1997, la deuxième évaluation à mi-parcours du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II). Dans le rapport de cette évaluation sont analysés les progrès réalisés dans l'application du programme ainsi que l'incidence de ce dernier sur le développement des transports et des communications en Afrique. Reprenant les conclusions et les recommandations de la première évaluation à mi-parcours menée par la CEA en 1994, il met un accent particulier sur l'exécution des projets à tous les niveaux, c'est-à-dire national, sous-régional et régional. En sa qualité d'organe responsable de la coordination du programme de la Décennie, la CEA a préparé le rapport du Comité consultatif pour la promotion du programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II) et celui du Comité de coordination interinstitutions pour la Décennie (CCII). Un rapport sur les questions découlant de

cette réunion ainsi que la version révisée du rapport d'évaluation et d'autres documents pertinents à l'intention des organes délibérants, ont été examinés par la onzième Conférence des ministres africains des transports et des communications pour adoption.

26. En collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et l'Association de gestion portuaire de l'Afrique de l'Est et australe (AGPAEA), la CEA a organisé du 16 au 18 juillet 1997 à Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie) un atelier sur les questions de commercialisation des ports, qui a réuni des participants des secteurs public et privé, en particulier les autorités portuaires nationales, afin d'amener toutes les parties concernées à débattre des problèmes de la commercialisation. La CEA et la CEPALC ont également animé deux ateliers supplémentaires -- l'un à Maputo (Mozambique) du 22 au 24 avril 1998 et l'autre à Mombassa (Kenya) du 28 au 30 avril 1998 -- dans le même cadre et à la poursuite des mêmes objectifs que celui qui a été tenu en République-Unie de Tanzanie. Doté de trois ports principaux et de neuf ports secondaires, le Mozambique a profité de l'occasion pour présenter les grandes lignes d'un cadre institutionnel et réglementaire de gestion des ports privatisés. L'atelier lui a également permis de préparer un programme de privatisation progressive de ses ports. Au vu du succès de ces trois ateliers, la CEA entend poursuivre sa collaboration avec la CEPALC et d'autres associations de gestion des ports afin d'organiser, à la demande, d'autres ateliers sur la commercialisation portuaire.

27. Le secrétariat a organisé, du 22 au 27 novembre 1997 au Caire (Egypte), la onzième session de la Conférence des ministres africains des transports et des communications. Quarante-six pays y ont participé ainsi que des observateurs de 25 institutions régionales et internationales.

28. La Conférence a passé en revue la situation des transports et des communications en Afrique, examiné le rapport de la deuxième évaluation à mi-parcours de UNCTADA II et adopté un plan-cadre visant à accélérer, entre 1998 et 2000, l'application du programme de la Décennie et la mise en place de réseaux de transports et de communications viables et efficaces en Afrique en vue du XXI^e siècle. Les délibérations ministérielles ont abouti à l'adoption d'une résolution sur le plan-cadre visant à accélérer l'application de UNCTADA II et d'une autre sur la restructuration et le développement des chemins de fer en Afrique.

29. En marge de la Conférence, le secrétariat a organisé le premier Forum africain des transports, auquel les ministres ont également pris part. Pour sensibiliser davantage l'opinion aux questions nouvelles, le Forum a été axé sur des thèmes tels que le financement des infrastructures, le renforcement des capacités de développement des transports et des communications, la sécurité des transports, les questions environnementales liées aux transports, les questions ayant trait aux politiques. Le Forum s'est avéré enrichissant par l'échange d'informations et le partage d'expériences entre partenaires, des éléments qui ont facilité les délibérations ministérielles. Les ministres ont réaffirmé leur ferme volonté de poursuivre la coopération régionale et de réaliser les objectifs du programme de la Décennie. Par voie de conséquence, la CEA entend raffermir la coopération avec ses partenaires dans le domaine du développement afin d'assurer l'application satisfaisante du plan-cadre.

30. Plusieurs Etats membres ont bénéficié de services consultatifs techniques dans les domaines des transports et de l'énergie. Le Mali et les Comores en ont tiré avantage pour élaborer des programmes de réforme des transports et des communications. Le Bénin, quant à lui, a obtenu une assistance dans sa campagne de promotion de la technologie de l'énergie solaire dans les zones rurales. Les principaux objectifs du projet pilote en question sont les suivants :

a) aider le Bénin à exécuter son programme d'électrification de 36 villages grâce à des systèmes solaires photovoltaïques; b) démontrer la viabilité technique et sociale de l'énergie solaire photovoltaïque pour l'électrification rurale et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. En appliquant son programme d'électrification rurale, le Gouvernement a aboli le monopole de fourniture et d'installation des équipements solaires; il procède à présent par appels d'offres. Y ayant été sensibilisées, les populations rurales participent à l'exécution du projet. On estime que l'assistance accordée dans le cadre de ce projet peut être étendue aux autres villages du Bénin et à toute la sous-région.

31. A la demande du Gouvernement rwandais, une mission a été effectuée à Kigali du 10 au 14 mars 1998 avec pour objectifs : a) évaluer la situation du secteur minéralier ; b) déterminer les besoins et les modalités d'assistance concernant la mise en valeur des ressources minérales; c) définir les rôles que pourraient jouer dans le développement de ce secteur la CEA, le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le Gouvernement rwandais et d'autres acteurs. La mission s'est soldée par un plan d'action qui prévoit : a) le cadre institutionnel et réglementaire ; b) la création d'une banque de données ; c) le renforcement de la coopération régionale notamment par l'adhésion du Rwanda au Centre; d) l'appui à la privatisation dans le secteur des minéraux.

32. Pour ce qui est d'améliorer les liaisons de transport régionales des réseaux de transports et de faciliter la circulation, la CEA s'est essentiellement efforcée, au cours de la période examinée, de coordonner la mise en oeuvre de la Déclaration de Yamoussoukro sur une nouvelle politique des transports aériens en Afrique, visant à créer un environnement propice à la coopération et à la coordination entre les opérateurs de transports aériens et à libéraliser progressivement les droits de trafic en Afrique. En tant qu'organe responsable de la coordination en ce qui concerne la mise en oeuvre de la Déclaration, la CEA a régulièrement tenu les décideurs informés de l'application de la Déclaration et a fourni à la Commission de l'Afrique australe pour les transports et les communications, le soutien technique nécessaire à la préparation de sa réunion technique sur l'aviation civile.

33. La Conférence régionale des ministres africains chargés de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie consacrée au thème suivant "Renforcement de la coopération entre acteurs du développement dans la mise en valeur et l'utilisation durables des ressources minérales et de l'énergie en Afrique", s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) du 17 au 22 novembre 1997. Elle avait principalement pour objectifs de : a) fixer les modalités pratiques d'une coopération bien conçue et efficace entre les pays africains dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie et b) de promouvoir un dialogue fructueux entre les décideurs du secteur public et du secteur privé. Environ 240 participants, y compris 25 ministres ont participé à la réunion. Cette dernière s'est terminée par la Déclaration de Durban aux termes de laquelle les Etats membres s'engageaient à intégrer leurs stratégies en matière de mise en valeur de leurs ressources minérales et de l'énergie en renforçant leur coopération. Outre la Déclaration, la Conférence a formulé deux séries de recommandations, l'une sur le secteur minier et l'autre sur le secteur de l'énergie.

34. Une étude intitulée "Cadres politique, juridique et réglementaire en vue de la mise en valeur durable des ressources minérales: étude comparée de quelques pays africains et pays en développement" a été entreprise. Elle traite des cadres juridique et réglementaire régissant la mise en valeur des ressources minérales dans neuf pays africains. Le flux des investissements vers le secteur minier en Afrique subsaharienne demeure insuffisant en dépit du fait que, maintenant, il est généralement admis qu'en Afrique la plupart des codes d'investissement minier,

des réglementations et des lois sont devenus plus favorables au secteur privé. Par conséquent, l'Afrique doit s'attacher à multiplier les avantages qui peuvent découler de la libéralisation et de la privatisation.

35. Dans le domaine de la coordination et de la collaboration avec les organismes des Nations Unies, le secrétariat a participé à la réunion du groupe d'experts de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sur le thème "Introducing new technologies for abatement of global mercury pollution from artisanal gold mining: socio-economic aspects and gender issues related to artisanal gold mining in Africa" (Adopter de nouvelles technologies pour réduire la pollution par le mercure provoquée par l'exploitation artisanale de l'or: aspects socio-économiques et questions liées aux femmes dans ce secteur d'activité), organisée à Vienne du 1er au 3 juin 1997. A l'issue de la réunion, il a été décidé de renforcer le partenariat entre l'ONUDI, la CEA, l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale pour chercher des solutions aux problèmes qui se posent aux exploitants artisanaux d'or, en général, et aux femmes, en particulier.

36. Un représentant du secrétariat a participé au colloque de l'Agence multilatérale de garantie des investissements sur les investissements dans le secteur minier en Afrique. La mission avait principalement pour objet de participer et d'apporter une contribution au colloque qui visait à favoriser une entente entre les exploitants miniers d'Amérique du Nord et les responsables du secteur minier en Afrique, de façon à créer des débouchés qui pourraient contribuer à l'accroissement de l'investissement dans le secteur minier. Ce colloque tenu à Denver (Colorado) du 3 au 5 juin 1997 a été suivi par de nombreux participants, notamment par plusieurs ministres africains chargés du secteur minier, de hauts responsables du secteur minier en Afrique, des sociétés et des fabricants de matériel d'exploitation minière d'Amérique du Nord.

37. Le secrétariat a tenu des consultations avec l'OUA pour renforcer la coopération dans le domaine de l'exploitation des ressources minières et de l'énergie dans les groupements économiques sous-régionaux. Outre ces consultations, un certain nombre de mesures ont été prises en vue du renforcement de la coopération sous-régionale et régionale dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales. Dans cette optique, les ressources humaines nécessaires ont été redéployées vers les anciens centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC), appelés maintenant centres de développement sous-régionaux (CDSR). Un expert en ressources minérales a été affecté au CDSR d'Afrique centrale et un autre au CDSR d'Afrique de l'Est.

38. Un représentant du secrétariat a participé à la troisième Conférence de la CNUCED sur le commerce des produits pétroliers en Afrique et présenté une communication sur la coopération intra-africaine en matière de produits pétroliers en vue de renforcer le rôle que jouent les hydrocarbures dans le développement économique de la région. L'un des principaux résultats de la Conférence a été le renforcement de la collaboration entre la CEA et la CNUCED. Les deux organisations entreprendront des actions conjointes en prévision de la conférence qui se tiendra à Lyon (France) en novembre 1998.

Promouvoir la participation des femmes au développement

39. Dans le cadre de ses travaux au titre de ce sous-programme, le secrétariat s'est employé à mieux comprendre les préoccupations des femmes grâce à des travaux de recherche, au suivi des grandes conférences sur les femmes et à la prestation de services consultatifs dans les domaines économiques et juridiques.

40. Dans le cadre du premier objectif, six enquêtes ont été effectuées dans six pays, à savoir: Burkina Faso, Guinée, Kenya, Sénégal, Ouganda et République-Unie de Tanzanie et elles ont porté sur les thèmes suivants: accès et contrôle des ressources, en particulier de la terre et des technologies agricoles; et l'état des droits juridiques et fondamentaux de la femme dans la famille. Ces deux thèmes ont été retenus car ils portent sur des points sur lesquels il convient d'accomplir d'importants progrès pour assurer l'égalité, l'équité et le développement durable.

41. Pour donner suite aux études, des mesures ont déjà été prises en Afrique de l'Est. Un séminaire de haut niveau sur la responsabilisation sociale et économique des femmes, organisé à Lusaka (Zambie) en avril 1998, a adopté des stratégies visant à améliorer le cadre juridique pour faciliter l'accès aux moyens de production dans la famille.

42. Dans le cadre de son mandat consistant à suivre la mise en oeuvre des recommandations des conférences régionale et mondiale sur les femmes, le secrétariat a organisé la réunion de suivi sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest sur la mise en oeuvre des programmes d'action régional et mondial à Dakar (Sénégal) en novembre 1997. La réunion a examiné et adopté deux séries de recommandations, l'une pour évaluer la pertinence des plans d'action nationaux et la seconde pour suivre la mise en oeuvre de ces plans. Des réunions similaires seront organisées en mai et en juillet pour les sous-régions de l'Afrique centrale et de l'Afrique du Nord.

43. En outre, le secrétariat a préparé la Conférence internationale sur les femmes africaines et le développement économique: Investir dans l'avenir, tenue à Addis-Abeba du 28 avril au 1er mai 1998. La Conférence a permis aux décideurs, aux experts, aux jeunes, aux organisations locales de femmes et aux partenaires d'engager le dialogue sur les principales questions relatives au rôle des femmes au plan économique, à la participation des femmes à la promotion de la bonne gouvernance, et à la nouvelle génération. Les mesures stratégiques et les partenariats mis en place à l'issue de la Conférence devraient contribuer à accélérer la mise en oeuvre des programmes d'action. Le PNUD, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population ainsi que la Banque mondiale ont apporté un concours financier à l'organisation de la Conférence et participé effectivement aux activités préparatoires et à la conférence proprement dite.

44. Le secrétariat a fourni des services consultatifs techniques à un certain nombre de pays et d'institutions et apporté une contribution importante à diverses réunions techniques telles que la réunion sur le micro-crédit, tenue à Lusaka, la réunion du groupe d'experts sur les adolescentes et leurs droits ainsi que la conférence sur le thème: Gender and law (les femmes et le droit) en Afrique de l'Est. Il a également contribué à l'élaboration du protocole relatif à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; d'un rapport sur la persécution en raison du sexe; de la Déclaration africaine sur la violence à l'égard des femmes. Les autres activités comprennent l'intégration des femmes aux activités de développement économique, en particulier aux programmes de micro-crédit; le renforcement des moyens dont disposent les ONG de femmes pour lutter contre l'aggravation de la pauvreté et une plus grande responsabilisation des femmes aux plans politique et économique. Les pays suivants

ont bénéficié de ces services consultatifs pendant la période examinée: Bénin, Niger, Sénégal, Afrique du Sud, Ouganda et Zambie.

45. Le secrétariat s'est employé à créer des partenariats en vue d'une plus grande efficience au cours de cette période. Les réunions suivantes ont été organisées conjointement avec les organismes du système des Nations Unies: la réunion sur les adolescentes et leurs droits, organisée avec la Division de la promotion de la femme du Département des affaires économiques et sociales du Siège et la conférence sur le thème: Gender and law (les femmes et le droit) en collaboration avec la Banque mondiale.

L'information au service du développement

46. Les activités visant à mettre l'information au service du développement ont porté sur les domaines suivants: statistiques, systèmes d'information géographique et technologie de l'information au service du développement. Les principales activités entreprises au titre du volet statistique ont consisté notamment à élargir, à mettre à jour, à mettre en réseau et à diffuser la base de données régionale et multisectorielle de la CEA; à compiler et à diffuser les indicateurs du développement socio-économique et de l'environnement des pays et de la sous-région sous forme de listages ou de disquettes; à préparer et à diffuser des publications et des indicateurs du développement socio-économique et de l'environnement de l'Afrique; à coordonner les politiques et à normaliser les systèmes d'information statistique, les concepts et les méthodes; et à renforcer les moyens dont dispose la région pour assurer la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données.

47. Les principales publications qui ont paru pendant la période considérée sont les suivantes: Annuaire statistique pour l'Afrique, 1996; Statistiques du commerce intra-africain et les échanges commerciaux extérieurs y relatifs, 1997; un rapport technique sur les meilleures pratiques pour élaborer les plans de développement de la statistique; et un Répertoire des communications sur Internet du Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique (CASD) et les contraintes y relatives. Le secrétariat a fourni aux Etats membres des services consultatifs pour leur permettre de mettre en place le système de comptabilité nationale de 1993 et d'élaborer des statistiques économiques de base. La Commission a également organisé trois ateliers régionaux consacrés à des questions relatives à la comptabilité du secteur public dans le cadre du système de comptabilité nationale, aux statistiques de l'environnement, à la comptabilité et à l'application de nouvelles technologies pour la gestion de la base de données et la diffusion des données.

48. Le secrétariat a aidé les organisations intergouvernementales intéressées à renforcer leurs systèmes d'information géographique. Il s'agit notamment du Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS) et du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection (RCSSMRS). Le secrétariat a aidé la Communauté de développement de l'Afrique australe à créer et à tenir à jour le site Web. En outre, une base de données et une étude critique sur la couverture des données de base et des programmes ont été réalisées. Elle portait notamment sur l'ampleur de la couverture, les ressources matérielles et humaines, les sources des données et les principales contraintes.

49. Pour ce qui est de la promotion des technologies de l'information et de la communication au service du développement et de la mise en oeuvre de l'Initiative «Société de l'information en Afrique » (AISI), un certain nombre d'activités opérationnelles ont été menées, notamment des services consultatifs et des activités de formation relatifs à l'AISI et à la technologie électronique.

Le secrétariat a également participé à un certain nombre de réunions importantes telles que la Global knowledge 97 Conference, organisée par la Banque mondiale et le Gouvernement canadien; la première réunion du Comité consultatif technique africain sur l'AISI; la réunion de partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique; et la préparation du thème sur les femmes et l'information et la communication de la Conférence sur les femmes africaines et le développement économique, organisée à l'occasion du quarantième anniversaire de la CEA.

Renforcement des activités de développement au niveau sous-régional

50. Le programme des CDSR a été axé sur les domaines suivants : a) fournir une assistance technique aux communautés économiques régionales et coopération avec elles; b) faciliter le travail en réseau et l'échange d'informations entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé au niveau du CDSR; c) fournir des services de coordination aux programmes opérationnels du système des Nations Unies et des institutions spécialisées, en collaboration avec le PNUD et le Coordonnateur du système des Nations Unies au niveau national et d) renforcer la présence de la CEA dans les sous-régions.

a) Le CDSR de l'Afrique de l'Est

51. Dans le domaine de l'assistance technique et de la coopération avec les communautés économiques régionales, le CDSR de l'Afrique de l'Est a effectué des consultations techniques avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'East African Cooperation, la Communauté économique des pays des Grands Lacs et la Commission de l'océan Indien afin d'identifier les priorités en matière de développement et les domaines d'assistance et de coopération. Par exemple, le Centre a fourni une assistance technique dans l'élaboration des documents de l'IGAD sur les stratégies industrielles et commerciales et a collecté des données sur le terrain pour une stratégie en matière de transport pour la sous-région de l'IGAD. L'EAC a demandé et obtenu une assistance technique pour entamer des études sur l'évolution de l'état des ports du Lac Victoria. La COI et le Centre sont convenus d'établir un partenariat dans le secteur industriel et la CEPGL a sollicité une assistance pour la promotion de l'investissement dans des projets relatifs à l'intégration; à la sécurité alimentaire; à l'énergie et pour d'autres formes de programmes d'intégration, en particulier dans le domaine des transports et des communications dans la sous-région des Grands Lacs.

52. Les activités sur les mesures visant à faciliter le travail en réseau et l'échange d'informations ont notamment été les suivantes : une étude des conditions économiques et sociales dans la sous-région; une étude et une documentation sur la coordination et l'harmonisation macro-économiques entre les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est; la publication de deux numéros de l'Eastern Africa Development Bulletin et l'organisation d'un séminaire de haut niveau sur l'équité et la responsabilisation économique des femmes dans la sous-région.

53. S'agissant de la fourniture de services de coordination aux programmes opérationnels du système des Nations Unies et des institutions spécialisées, le Centre a élaboré des notes de synthèse trimestrielles afin de fournir aux pays et aux partenaires de développement des informations sur l'évolution économique, sociale et politique dans la sous-région. Ces notes de synthèse ont porté en particulier sur les traits distinctifs des 13 pays membres du CDSR de l'Afrique de l'Est; les stratégies industrielles et commerciales de la sous-région de l'IGAD; les transports en vue de l'intégration sous-régionale et le renforcement du partenariat avec l'East

African Cooperation et le Bureau des services d'appui aux projets (BSP). L'organisation de réunions, l'échange et la mise en commun d'informations et de données d'expérience sur la coopération et l'intégration économiques sous-régionales ainsi que sur les questions relatives à la responsabilisation économique des femmes avec les institutions des Nations Unies et d'autres partenaires dans la sous-région ont permis une compréhension commune des priorités de développement de la sous-région.

54. Le Centre a également collaboré avec l'OUA, le BSP et le PNUD dans diverses activités. Il a participé à une mission conjointe OUA/CEA à l'IGAD dans le cadre du projet OUA/PNUD visant à renforcer les relations entre la Communauté économique africaine et les communautés économiques régionales. Le Centre a contribué à l'élaboration du rapport OUA/CEAf sur le renforcement des communautés économiques régionales et leurs relations avec la Communauté économique africaine.

55. Le Centre et le Bureau du PNUD à Kinshasa, République démocratique du Congo, ont conjointement organisé un atelier de haut niveau sur la responsabilisation économique des femmes congolaises. Le bureau du PNUD de Kinshasa a fourni l'essentiel des ressources pour l'organisation de l'atelier. Les enseignements tirés de l'atelier sont en train d'être appliqués à des initiatives similaires dans la sous-région de l'Afrique de l'Est. Il existe une demande extrêmement forte pour de telles initiatives mais les ressources budgétaires sont insuffisantes.

b) Le CDSR de l'Afrique du Nord

56. Le CDSR de l'Afrique du Nord a mené des activités de coopération à l'intérieur et en dehors de la région. Il a participé à deux ateliers organisés par l'Espagne sur la désertification en Afrique du Nord et sur les incidences de la création de l'Euro. Il a participé à l'organisation de trois importantes réunions régionales sur la science et la technologie, à savoir la science et la technologie au service du développement de l'Afrique; partenariats dans une économie mondiale (Harare, Zimbabwe); la deuxième réunion de l'African Accreditation Committee (ARAC) à Nairobi (Kenya); et la science et la technologie dans le développement : échange d'expériences entre pays en développement (Trieste, Italie). La participation du Centre a permis l'échange de données d'expérience et le renforcement de la coopération avec des organisations internationales concernées. La coopération active dans le cadre de la réunion d'experts sur les études prospectives régionales à long terme (Abidjan, Côte d'Ivoire) a abouti à l'initiative du Centre portant sur les études prospectives en Afrique du Nord avec la collaboration éventuelle du PNUD.

57. Le Centre a élaboré des documents de base et de synthèse sur: a) les questions étroitement liées de la sécurité alimentaire, de la population et de l'environnement : pour un plan directeur sous-régional; b) contrôle et gestion de la dette extérieure dans les pays d'Afrique du Nord : échange de vues et de données d'expérience entre les pays de la sous-région; c) étude des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord; d) état récapitulatif de projets pour la mobilisation des ressources en faveur des programmes et projets opérationnels du Centre.

58. Etant une zone aride, la sous-région de l'Afrique du Nord est exposée à la dégradation des sols et au déboisement, des risques aggravés par une croissance démographique rapide. En conséquence, la sous-région doit relever les défis de la sécurité alimentaire et d'une couverture végétale fragile. L'objectif du Centre est de sensibiliser les décideurs à ces questions et de faire des recommandations appropriées fondées sur les meilleures pratiques. On s'attend à ce que l'échange de points de vue permette de mieux comprendre les liens réciproques existant entre la population, l'environnement et la sécurité alimentaire. Cela favorisera, en retour, l'élaboration

et l'adoption de politiques adaptées et plus efficaces dans les domaines de la population, de la science et de la technologie et de l'environnement ainsi que des stratégies pour l'accroissement de la production et de la productivité agricoles dans le cadre des efforts visant à assurer la sécurité alimentaire.

59. Au cours de la période considérée, trois périodiques d'information ont été publiés : a) Le Bulletin de développement du CDSR d'Afrique du Nord (No. 1, 1997); b) Le Bulletin d'information trimestriel (trois numéros); c) Les rapports annuels, sous-régional et de pays, sur l'évolution économique et sociale (Algérie, Egypte, Mauritanie, Maroc, Soudan et Tunisie). Ces publications permettent d'échanger et de diffuser aux gouvernements, à la société civile et au secteur privé des informations sur le développement et l'évolution de la situation économique et sociale. Les réactions positives des lecteurs témoignent, à cet égard, de l'importance de la contribution de ces publications au rayonnement de la CEA dans la sous-région.

60. Le Centre a, pour la première fois, contribué au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) dans le cadre de plusieurs réunions interinstitutions organisées par le Coordonnateur résident du PNUD. Le Centre a participé à deux réunions tenues dans la sous-région: la réunion du Conseil d'administration du Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD) et le Colloque de la CNUCED sur l'investissement étranger direct.

c) Le CDSR d'Afrique centrale

61. Au cours de la période considérée, le CDSR d'Afrique centrale a mis essentiellement l'accent sur des questions thématiques telles que la libéralisation et la privatisation; le Cycle d'Uruguay; le Franc CFA et la monnaie européenne unique ainsi que sur l'intégration et la coopération dans la sous-région. Des rapports et des notes d'orientation ont été élaborés et diffusés aux Etats membres et au public. Le Centre a également fourni une assistance technique à certaines organisations intergouvernementales, en particulier l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale/Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (UDEAC/CEMAC), la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques (CEBEVHIRA). Il importe de noter, à cet égard, que les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC ont mandaté le Centre pour élaborer un programme destiné à relancer cette institution et à contrôler ses comptes.

62. Des mémorandums de partenariat ont été signés avec l'UDEAC/CEMAC et University of Purdue (Etats-Unis). Des arrangements du même type sont en préparation avec University of Leval (Canada) qui porteront sur le développement des capacités dans les domaines de la sécurité alimentaire, l'analyse et la programmation des politiques et l'analyse commerciale dans le cadre de l'intégration économique en Afrique centrale.

63. Le Centre a élaboré des rapports pour la session annuelle de l'AMGI sur l'investissement dans le secteur minier africain qui s'est tenue à Denver (Colorado) en mai 1997 ainsi que pour la Conférence régionale des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales qui s'est tenue à Durban (Afrique du Sud) en juin 1997. Le Centre a participé à plusieurs réunions organisées par l'UDEAC, la CEEAC, la Banque mondiale et d'autres organisations nationales et sous-régionales. Il a pris une part très active aux travaux des institutions du système des Nations Unies à Yaoundé, à titre notamment de chef d'équipe pour

l'intégration et la coopération régionales dans la sous-région et l'établissement de connexions Internet.

d) Le CDSR d'Afrique australe

64. Le CDSR d'Afrique australe a mené nombre d'activités dans le cadre du mandat qui lui a été assigné en tant qu'instrument de la CEA chargé de promouvoir le développement économique et social durable dans la sous-région, y compris en matière de coopération et d'intégration régionales.

65. Le renforcement du pouvoir économique des femmes a constitué un des principaux domaines d'action du Centre. En avril 1998, un séminaire de haut niveau sur la politique générale en matière d'égalité entre les sexes et de renforcement du pouvoir économique des femmes a été conjointement organisé avec le Centre africain pour la femme en partenariat avec le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Ce séminaire qui a été placé sous le thème "L'accès des femmes aux ressources productives et leur contrôle" a permis aux décideurs et aux parties concernées d'examiner des questions telles que l'impact de la mondialisation et de l'intégration régionale sur les entreprises des femmes; les stratégies de mise en place d'un environnement juridique favorable à la promotion de l'accès des femmes aux ressources productives et à leur contrôle dans le cadre familial; et la réforme agraire en Afrique australe. Le séminaire a également porté sur l'établissement de partenariats et de réseaux informatiques entre les organisations et ministères chargés des questions féminines dans la sous-région. Il s'est achevé par l'adoption de stratégies et de recommandations et l'échange de données d'expérience sur les pratiques les plus performantes.

66. Le Centre a aussi mené des activités opérationnelles. Des conférences ont été données à l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESAMI) dans le cadre du parrainage de séminaires sur la planification des transports routiers et la gestion de la sécurité routière. Le Centre a également apporté son concours au gouvernement zambien pour lequel il a mené une étude portant sur l'évaluation de l'état de la sécurité routière et la définition des domaines d'action prioritaires dans le cadre de l'exécution du Programme d'investissement dans le secteur routier (ROADSIP) financé par différents bailleurs de fonds. L'étude a permis de faire le point de la situation dans le domaine des accidents de la circulation routière et de définir les domaines d'action prioritaires pour lesquels des mesures ont été arrêtées. Elle a également défini les besoins et les modalités techniques de financement du Programme sur une base durable. Le Centre a, par ailleurs, participé au séminaire d'information qui s'est tenu en Zambie et qui a porté sur les résultats de l'enquête sur la population et la santé, menée dans ce pays en 1996. Des publications de la CEA relatives à des questions examinées lors de ce séminaire, ont été diffusées à cette occasion.

67. Pour promouvoir en Zambie le projet du secrétariat relatif au secteur non structuré, le Centre a organisé un atelier national au cours duquel a été lancée la phase de suivi dudit projet. Cet atelier a permis d'assurer la prise en charge du projet par des organisations zambiennes, ce qui permettra de l'inscrire dans une perspective durable.

68. Le Centre a en outre défini des arrangements de collaboration et de partenariat avec la FAO, le PNUE, le FNUAP, le Programme de formation des Nations Unies sur la population et le développement à l'Université du Botswana, la Banque mondiale, la SADC, le COMESA et le Centre de coordination de la recherche agronomique pour l'Afrique australe (SACCAR) en vue de l'organisation d'une réunion d'un groupe spécial d'experts sur la gestion des questions

interdépendantes de la population, de l'alimentation et de l'environnement. Les préparatifs sont en cours, la réunion devant se tenir le 5 septembre 1998. Il en est attendu l'élaboration d'un cadre d'action pour l'Afrique australe portant sur les questions de population, d'alimentation et d'environnement.

69. Le Centre a activement participé aux travaux de l'Equipe de coordination des Nations Unies en Zambie qui est le forum de coordination de toutes les activités des institutions de l'ONU dans le pays. Il a également pris part à l'exécution des différents programmes conjoints des institutions de l'ONU en Zambie.

70. Le Centre a recueilli, aux fins de publication, des informations et des données sur les femmes occupant des postes de responsabilité. Il a participé à plusieurs séminaires et ateliers concernant la femme et le développement ainsi qu'à des cycles de formation sur l'intégration des femmes dans la vie publique. Il a eu des consultations avec des communautés économiques sous-régionales telles que le COMESA et la SADC ainsi qu'avec des partenaires du développement dans le but d'échanger des informations, de renforcer et d'établir des partenariats et des réseaux sur les questions concernant la femme.

71. Le Centre a préparé deux numéros du Southern Africa Development Bulletin. Ce bulletin a pour vocation de diffuser des informations à caractère économique et social aux Etats membres et aux organisations et d'informer les partenaires du développement de l'évolution de la situation économique dans la sous-région. Le premier numéro s'est surtout intéressé au "renforcement de la présence de la CEA en Afrique australe". On y présente l'évolution et les perspectives d'action de la CEA au niveau sous-régional ainsi que des articles sur la population et le développement dans la sous-région. Le deuxième numéro a été consacré aux questions de la pauvreté et du développement en Afrique australe, aux activités du CDSR relatives à la promotion de la femme, à l'appui fourni par la CEA pour l'exécution du Projet pilote sur le secteur non structuré en Zambie et à une étude de la CEA sur la gestion des programmes de planification familiale.

72. Des missions consultatives ont été effectuées à la Commission des transports et des communications d'Afrique australe (SATCC), à la SADC et au COMESA et dans certains Etats membres en vue de discuter du programme de travail et d'arrêter les domaines de coopération.

73. Le Centre a été invité à faire une proposition en vue de présenter, lors du Forum annuel des transports qui aura lieu en Afrique du Sud, une initiative africaine sur la sécurité routière. Cette initiative est lancée en application des recommandations du troisième Congrès africain de la sécurité routière qui s'est tenu en Afrique du Sud en 1997 et porte surtout sur l'appui à accorder aux pays africains membres pour améliorer la sécurité routière par l'élaboration d'un plan d'action unifié qui définira les modalités d'exécution de programmes à court et moyen termes de façon intégrée et coordonnée. Le Comité de la SATCC sur l'infrastructure routière, les transports routiers et la circulation routière, a approuvé la proposition comme cadre d'action pour la mise en oeuvre de programmes de sécurité routière dans la sous-région.

74. Le Centre a pris l'initiative de diffuser à l'intention des utilisateurs finals, d'Afrique australe essentiellement, un document intitulé "Etude comparative sur la gestion des programmes de planification familiale dans certains pays africains" qui avait été publié par la CEA sous le numéro 15 dans la série "Etudes sur la population africaine". Cette étude portait sur le Botswana, le Kenya, la Tunisie et le Zimbabwe. La CEA et le Centre ont également pris part à la réunion de la Commission du travail et des affaires sociales de l'OUA qui s'est tenue à Prétoria (Afrique du

Sud) du 13 au 17 avril 1997). Cette réunion a porté sur différentes questions d'ordre économique et social intéressant la CEA. Celle-ci a adopté les recommandations de la réunion sur la mondialisation et ses effets sur les pays africains, les questions relatives à la promotion de la femme, la population et le développement.

e) Le CDSR d'Afrique de l'Ouest

75. Le CDSR d'Afrique de l'Ouest a exécuté deux projets de sécurité alimentaire revêtant une double dimension, régionale et sous-régionale. Ceux-ci, financés par les gouvernements japonais et hollandais, concernaient la production de farines composées et de gomme de xanthan et l'utilisation des techniques de fabrication. Ces projets avaient pour objectif: a) de fournir aux Etats membres, aux responsables nationaux de la planification et à la société civile une étude modèle de préféabilité sur la formulation et l'exécution de projets relatifs à la transformation d'aliments de base locaux en produits alimentaires modernes; b) d'appeler l'attention des instituts de recherche en alimentation sur les résultats les plus récents de la recherche dans le domaine de la production et de l'utilisation de farines composées pour le renforcement des programmes de sécurité alimentaire dans la sous-région et c) de fournir aux organismes nationaux de normalisation et aux entreprises de transformation alimentaire des informations sur les normes applicables en matière de production de farines composées dans le but de répondre à l'exigence, de plus en plus ressentie, d'établissement de normes, aux niveaux national et international, applicables à la transformation des céréales et tubercules locales en vue d'obtenir des produits de grande qualité. Ces lignes directrices serviront de base pour l'établissement de normes nationales tenant compte des conditions locales telles que l'acceptabilité du consommateur; permettront de fournir aux centres de formation et au secteur industriel concernés un manuel de formation sur les techniques et la gestion de la fabrication de farines composées; et enfin, de suivre l'exécution du projet de gomme xanthan dont l'objectif est de valoriser l'utilisation de farines locales sans gluten.

76. Le Centre a mené différentes activités pour promouvoir les échanges de l'information et le travail en réseau. Il a pris part à l'établissement et à la gestion de bases de données pour les Etats membres et pour des organisations intergouvernementales. Il a, en particulier, veillé à promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication et la connexion au réseau Internet. La CEDEAO, le CILSS et l'UEMOA ont, par le biais de leurs points focaux au niveau national, fait des efforts louables pour alimenter leurs banques de données. On utilise de plus en plus les systèmes d'information sur la géographie et l'environnement (GIS et EIS) pour la gestion du développement dans la sous-région. Celle-ci bénéficie d'un appui dans le cadre des programmes relatifs aux systèmes d'information sur l'environnement en Afrique subsaharienne. Ce sont là d'importantes activités d'appui à l'intégration sous-régionale et de mise en oeuvre de l'AISI à laquelle le Centre est associé.

77. Dans le domaine de la gestion des ressources en eau, le Centre a accordé un appui à l'exécution d'un projet sur la mise en place d'un "réseau d'échange d'informations sur les petits barrages". Ce projet vise à fournir aux Etats membres des informations et des données sur les meilleures pratiques en matière de construction, de maintenance et d'utilisation des petits barrages en vue de mieux contrôler les ressources en eau disponibles et d'accroître la production alimentaire.

78. Le Centre s'est activement employé à promouvoir des services de coordination pour les activités opérationnelles du système des Nations Unies et des institutions spécialisées ainsi que des organisations intergouvernementales sous-régionales. La coopération avec le Coordonnateur

résident du PNUD a été poursuivie de façon systématique dans les domaines de l'harmonisation des programmes, en particulier la préparation des missions et des activités de suivi. C'est ainsi que le Centre a apporté son concours au Coordonnateur résident du Niger pour l'élaboration de la note stratégique de pays. Cette expérience a mis à jour l'importance des exercices conjoints de programmation entre organismes des Nations Unies dans le cadre de l'appui aux efforts de développement à l'échelle sous-régionale. Le Centre a, en outre, accordé son appui à l'UEMOA et à l'Autorité du Liptako-Gourma en participant aux réunions des organes délibérants de ces deux institutions. Il est également prévu de mener des exercices conjoints de programmation avec la CEDEAO, celle-ci couvrant les mêmes Etats membres que le Centre.

L'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique

79. Dans le cadre de l'appui à la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, le secrétariat a mis l'accent sur les cinq domaines prioritaires suivants: l'éducation, la santé, la gouvernance, la population et les technologies d'information. Dans le domaine de l'exploitation des technologies d'information pour le développement (HITD), le secrétariat a élaboré des modules de formation à l'intention des planificateurs et des décideurs portant sur l'importance de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" (AISI) ainsi que des études de cas sur les meilleures pratiques permettant de créer un environnement favorable au développement des infrastructures d'information et de communication. Il a, en outre, participé au colloque HITD/AISI pour la connaissance globale. Le secrétariat a organisé, en collaboration avec la Banque mondiale, une conférence sur la connectivité mondiale dont l'objectif était de développer les capacités des pays membres africains et de les préparer à mieux connaître les nouvelles techniques de connectivité et à négocier leur acquisition. Dans le cadre de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, la CEA et le PNUD sont mandatés pour diriger les consultations sur les réformes dans le domaine de la gouvernance, coordonner les programmes de mise en oeuvre de ces réformes et mobiliser les ressources et l'appui politique nécessaires à cet égard. C'est la raison pour laquelle il a été décidé que l'Initiative serait étroitement associée au premier forum africain sur la gouvernance. Sous la direction conjointe de la Banque mondiale, de l'UNESCO et de la CEA, l'Initiative spéciale a permis d'accomplir d'importants progrès dans le secteur de l'éducation. Une réunion de haut niveau organisée par l'UNESCO a permis d'examiner la stratégie mise en place pour le secteur de l'éducation du Mozambique. L'Equipe CEA/SIA du secrétariat a, par ailleurs, organisé une réunion de consultation en vue d'améliorer l'image du continent africain. Il s'agit là d'un élément fondamental de la stratégie de communication pour l'Afrique. Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale, le secrétariat a renforcé les mécanismes de collaboration avec l'OMS conformément aux nouvelles orientations stratégiques qu'il a définies. C'est dans cet ordre de préoccupations qu'un projet conjoint CEA/OMS sur le rôle des collectivités locales en matière de santé est en cours de préparation.

80. Le secrétariat s'attache actuellement à rationaliser le processus de coordination entre l'Initiative spéciale et le Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF). Il a, à cet égard, participé aux travaux de la trente-septième session du Comité du programme et de la coordination sur la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, qui s'est tenue à New York.

CHAPITRE III

PREMIERE REUNION DU COMITE MINISTERIEL DE SUIVI DE LA CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DE LA PLANIFICATION

Addis-Abeba, Ethiopie
27 avril 1998

A. Participation et organisation des travaux

81. La première réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification s'est tenue le 27 avril 1998 au Centre de conférence des Nations Unies d'Addis-Abeba, Ethiopie.

82. Ont assisté à la réunion les représentants des Etats membres suivants du Comité de suivi, qui est composé des membres du Bureau actuel et des bureaux sortants de la Conférence des ministres.

Bureau actuel

Président :	Ouganda
Premier Vice-président :	Tunisie
Deuxième Vice-président :	Burkina Faso
Troisième Vice-président :	Congo
Rapporteur :	Afrique du Sud

Bureau sortant

Président:	Malawi
Premier Vice-président:	Ghana
Deuxième Vice-Président:	Cameroun
Rapporteur:	Algérie

B. Ordre du jour

83. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion
2. Examen du rapport de la première réunion d'experts préparatoire du Comité ministériel de suivi
3. Questions diverses
4. Clôture de la réunion.

C. Compte rendu des travaux

Ouverture de la réunion

84. A l'ouverture de la réunion, le Secrétaire exécutif M. K.Y Amoako a souhaité la bienvenue aux ministres et plénipotentiaires participant à la réunion et les a remerciés de leur présence. Il a noté que l'ordre du jour était très clair, ne comportant qu'un seul point à savoir, l'examen du rapport de la réunion d'experts préparatoire du Comité de suivi. Il a, en particulier, invité le

Comité ministériel de suivi à entériner la résolution relative à la réforme des commissions régionales ainsi que les recommandations qui y figuraient. Il s'est félicité de la proposition tendant à inscrire un point important à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Conférence des ministres de 1999, portant sur la question de la coordination et de la collaboration entre les organismes des Nations Unies opérant aux niveaux sous-régional et régional en Afrique.

Examen du rapport de la première réunion d'experts préparatoire de la réunion du Comité ministériel de suivi (point 2 de l'ordre du jour)

85. La Présidente de la première réunion d'experts du Comité ministériel de suivi a présenté le rapport de la réunion d'experts préparatoire ainsi que le projet de résolution recommandé par les experts à l'adoption du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres, tels que figurant dans le document E/ECA/MFC.1/4. Le Comité ministériel de suivi a pris note de la présentation, examiné en détail le rapport des experts ainsi que le projet de résolution et les a adoptés tels que recommandés. Le rapport de la réunion d'experts préparatoire ainsi que la résolution sont annexés au présent rapport.

Questions diverses (point 3 de l'ordre du jour)

86. Au titre de ce point, le représentant du Malawi, dont le pays assurait la présidence du Bureau de la vingt-deuxième réunion de la Conférence des ministres, a félicité les membres du bureau actuel pour l'excellent travail accompli au cours de leur mandat et pour le brio avec lequel le Président avait dirigé les travaux de la première réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification.

Clôture de la réunion (point 4 de l'ordre du jour)

87. Le Président a remercié les participants de leur appui, il a exhorté le secrétariat et les Etats membres à assurer la mise en oeuvre intégrale de la résolution ainsi que des recommandations y figurant en prenant les mesures appropriées pour faire jouer à la CEA un plus grand rôle aux niveaux sous-régional et régional.

88. Il a ensuite déclaré la réunion close.

CHAPITRE IV

RESOLUTION ADOPTEE PAR LA PREMIERE REUNION DU COMITE MINISTERIEL DE SUIVI DE LA CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DE LA PLANIFICATION

830(MFC.1) Réforme des commissions régionales

A. Relations entre la Commission économique pour l'Afrique, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales en Afrique

Le Comité ministériel de suivi,

Rappelant le mandat de la Commission tel qu'il a été adopté par le Conseil économique et social dans sa résolution 671A (XXV) du 29 avril 1958 et amendé par ses résolutions 974 D.1(XXXVI) du 5 juillet 1963, 1343 (XLV) du 18 juillet 1968 et 1978/68 du 4 août 1978,

Rappelant en outre les différentes résolutions qui ont des implications sur le mandat et les opérations de la Commission, y compris notamment la résolution de l'Assemblée générale 32/197 du 20 décembre 1977 sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et les résolutions de l'Assemblée générale 33/202 du 29 janvier 1979 et 44/211 du 21 décembre 1989 et 50/120 du 20 décembre 1995,

Notant avec satisfaction l'approbation par le Conseil économique et social dans sa résolution 718 (XXVI) du 12 mai 1991 de la revitalisation du mandat et du cadre opérationnel des commissions économiques régionales, la résolution de la Commission 726 (XXVII) du 22 avril 1992 sur le renforcement de la Commission économique pour l'Afrique en vue de faire face aux défis du développement dans les années 90, la résolution 779 (XXIX) du 4 mai 1994 sur le renforcement de la capacité opérationnelle de la Commission économique pour l'Afrique et la résolution 809 (XXXI) du 8 mai 1996 sur les nouvelles orientations de la CEA,

Ayant à l'esprit les résolutions de l'Assemblée générale 45/177 du 19 décembre 1990, 45/264 du 13 mai 1991 et 46/235 du 13 avril 1992 sur la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, dans lesquelles un appel a été lancé dans le but de permettre aux commissions régionales de jouer pleinement leur rôle sous l'autorité de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et, pour celles situées dans des pays en développement, d'être renforcées dans le cadre des objectifs globaux du processus actuel de restructuration et de revitalisation,

Tenant compte de la résolution de l'Assemblée générale 52/12B du 19 décembre 1997 sur la rénovation de l'Organisation des Nations Unies : un programme de réforme, qui a invité le Conseil économique et social à procéder, en consultation avec les Etats membres et les organes régionaux intergouvernementaux compétents, à sa session de fond de 1998, à un examen général des commissions régionales, en ayant à l'esprit les dispositions pertinentes de la résolution 50/227 du 24 mai 1996 et les examens déjà effectués par chaque commission, afin de déterminer les compétences des commissions régionales par rapport à celles des organes mondiaux et d'autres organes intergouvernementaux régionaux et sous-régionaux;

Ayant examiné en profondeur le document E/ECA/MFC.1/2 intitulé "Réformes des commissions régionales : relations entre la CEA, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales en Afrique - note du secrétariat";

1. Se félicite de la note du secrétariat ¹;
2. Exprime sa satisfaction pour les observations et analyses figurant dans la note;
3. Décide de recommander ce qui suit :

Recommandation 1: Réaffirmer et appuyer les mécanismes actuels de coordination au niveau régional.

Un premier pas important pour développer la collaboration entre la CEA et les organismes des Nations Unies, est de réaffirmer et d'appuyer le rôle de chef d'équipe assigné aux commissions régionales dans la résolution 32/197. Dans ce contexte, les organismes devraient utiliser le mécanisme intitulé Comité administratif régional de coordination que le Secrétaire général avait proposé dès 1994. Le Conseil économique et social devrait envisager de fournir une directive législative à cet effet. Le comité régional permettrait d'examiner plusieurs questions de caractère régional, notamment des questions telles que le suivi des conférences mondiales et divers programmes sur la reconstruction à l'issue des conflits et le développement de l'Afrique. A cet égard, la prochaine réunion de la Conférence des ministres qui se tiendra en 1999 devrait examiner de façon approfondie la coordination et la collaboration entre les organismes des Nations Unies opérant aux niveaux sous-régional et régional en Afrique.

Recommandation 2: Adopter des principes de coordination régionale

Les organismes des Nations Unies en Afrique devraient adopter certains principes de coordination régionale. Les organismes devraient s'employer à promouvoir la coordination régionale en vue de développer l'échange d'information sur les travaux futurs ou actuels; d'améliorer la complémentarité des programmes; de tirer parti des compétences des uns et des autres et de mettre les ressources financières et humaines à la disposition des organismes des Nations Unies pour leur permettre d'élaborer des politiques qui présentent un intérêt pour toutes les parties.

Recommandation 3: Renforcer la coordination au niveau sous-régional

La collaboration et la coordination entre les organismes des Nations Unies en Afrique devraient aussi être renforcées au niveau sous-régional. A ce niveau, elles devraient prendre la forme d'opérations conjointes destinées à appuyer les activités spécifiques des pays dans le cadre sous-régional. C'est ainsi que la complémentarité et l'harmonie recherchées au niveau régional seront renforcées. Les centres de développement sous-régionaux de la CEA devraient être un outil important de coordination au niveau sous-régional.

Recommandation 4: Le rôle de la Commission économique pour l'Afrique dans ses fonctions normatives et opérationnelles

La CEA, en tant que commission régionale de l'Organisation des Nations Unies et en tant qu'organisme faisant partie des institutions régionales au service du développement de l'Afrique, a entrepris des activités précieuses ayant un caractère normatif (analyse, activités de sensibilisation, fixation de normes) et des activités opérationnelles qui ont été complémentaires aux activités entreprises par les Etats membres de la région. La CEA devrait continuer à entreprendre ces deux types d'activités, puisqu'il a été reconnu que son assistance technique a

¹ E/ECA/MFC.1/2.

un rôle catalyseur du fait qu'elle permet de traduire ses activités normatives en appui concret aux efforts de développement des Etats membres.

Recommandation 5: Renforcer la coopération entre les organisations africaines.

Au niveau régional, il existe déjà implicitement une spécialisation et une répartition des tâches entre les trois principales organisations intergouvernementales africaines: OUA, CEA et BAD. Toutefois, il faudra maintenant mieux répartir les tâches, rationaliser et renforcer davantage la complémentarité des trois organisations, conformément à leur mandat et à leurs compétences pour améliorer leur efficacité et leur impact dans le cadre de leur mission collective, à savoir assurer le développement général de l'Afrique au niveau régional. Pour ce faire, les organisations africaines doivent renforcer leur secrétariat conjoint en mettant en oeuvre des stratégies similaires comme il a été souligné plus haut pour le système des Nations Unies. Elles devraient, en particulier :

a) Renforcer la coordination, notamment la collaboration dans les domaines de l'élaboration des programmes, de la planification, du suivi et de l'évaluation des activités, en vue d'assurer la complémentarité des activités et d'en tirer parti;

b) Améliorer la concertation et la communication au niveau de tout le personnel et non seulement au niveau des chefs de secrétariat;

c) S'employer à inculquer un nouvel état d'esprit au personnel, fondé sur une vision commune des défis qu'il faut relever pour assurer le développement politique, social et économique de l'Afrique et des possibilités qui s'offrent dans ce domaine, et sur le souci partagé de faire progresser l'Afrique;

d) Rationaliser et coordonner l'action des mécanismes intergouvernementaux. Les organes directeurs de toutes les organisations africaines pourraient être invités à résumer, dans un rapport commun, leurs principales décisions qui seront présentées au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, organe suprême de la Communauté économique africaine.

B. Révision du Plan à moyen terme de la Commission économique pour l'Afrique, 1998-2001

Le Comité ministériel de suivi,

Ayant examiné le document E/ECA/MFC.1/3 intitulé "Première révision au Plan à moyen terme 1998-2001 : note du secrétariat",

Rappelant la résolution de la Commission 809 (XXI) du 8 mai 1996 dans laquelle la Commission approuvait le Plan à moyen terme, 1998-2001 dans le cadre des nouvelles orientations fixées à la CEA,

Rappelant en outre les résolutions de la Commission 810 (XXXI) du 8 mai 1996 et 828 (XXXII) du 8 mai 1997 qui, respectivement, appelaient au renforcement des ex-Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) et à leur transformation en centres de développement sous-régionaux (CDSR) tout en les dotant d'un programme et d'orientations plus larges, ainsi que la résolution 824(XXXI) du 8 mai 1996 sur le suivi des conférences de Dakar et de Beijing : mise en oeuvre des plateformes d'action mondiale et régionale pour la promotion de la femme,

Approuve la révision du Plan à moyen terme 1998-2001 prévoyant la création de deux nouveaux sous-programmes : promotion de la femme et appui aux activités sous-régionales de développement.

303^e séance,
27 avril 1998.

Annexe I

RAPPORT DE LA PREMIERE REUNION D'EXPERTS PREPARATOIRE DU COMITE MINISTERIEL DE SUIVI DE LA CONFERENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET DE LA PLANIFICATION

**Addis-Abeba, Ethiopie
23-25 avril 1998**

A. Participation et organisation des travaux

1. La première réunion d'experts préparatoires du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification s'est tenue du 23 au 25 avril 1998 au Centre de conférence des Nations Unies d'Addis-Abeba, Ethiopie. La réunion a été officiellement ouverte par M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Ont assisté à la réunion les représentants des Etats membres suivants du Comité de suivi, qui est composé des membres du Bureau actuel et des bureaux sortants de la Conférence des ministres.

Bureau actuel

Président :	Ouganda
Premier Vice-président :	Tunisie
Deuxième Vice-président :	Burkina Faso
Troisième Vice-président :	Congo
Rapporteur :	Afrique du Sud

Bureau sortant

Président:	Malawi
Premier Vice-président:	Ghana
Deuxième Vice-Président:	Cameroun
Rapporteur:	Algérie

3. Un observateur du Maroc a assisté à la réunion.

B. Ordre du jour

4. Le 23 avril 1998, lors des discussions informelles, la réunion a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture de la réunion
2. Réforme des commissions régionales: Relations entre la CEA, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales en Afrique
3. Révisions proposées au Plan à moyen terme 1998-2001
4. Questions diverses

5. Adoption du rapport
6. Clôture de la réunion

C. Compte rendu des travaux

Ouverture de la réunion

5. A l'ouverture de la réunion, le Secrétaire exécutif M. K.Y Amoako a souhaité la bienvenue aux participants. Il a rappelé que le Comité de suivi se réunissait conformément à la résolution 826(XXXII) du 8 mai 1997, aux termes de laquelle la Commission avait décidé qu'étant donné que la Conférence des ministres se réunissait une fois tous les deux ans, le Comité de suivi se réunirait pendant les années où la Conférence ne se réunissait pas en vue d'examiner les activités de la Commission. La prochaine réunion ordinaire de la Conférence se tiendra en 1999.

6. Evoquant l'ordre du jour de la réunion, le Secrétaire exécutif a déclaré qu'il comprenait deux principaux points, à savoir: les relations entre la CEA, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales en Afrique et la première révision du Plan à moyen terme 1998-2001. Il a indiqué que le rapport sur les relations entre la CEA et les autres organisations qui serait examiné par le Comité ministériel est une contribution à l'examen des commissions régionales que le Conseil économique et social devrait entreprendre conformément à la résolution 52/12B du 19 décembre 1997 de l'Assemblée générale intitulée *Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes*. Il a dit qu'à la suite des réformes internes que la Commission avait entreprises, il importait d'examiner le contexte extérieur dans lequel la Commission opérait, en général, et d'examiner les relations qu'elle entretenait avec les autres organisations, en particulier. Il a examiné les liens de partenariat que la CEA entretenait en vue du développement de l'Afrique et souligné les cadres et possibilités de coopération entre la CEA, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales africaines. Il a dit qu'étant donné que l'établissement de liens de partenariat effectifs était l'un des principes directeurs de la réforme de la CEA, la Commission était bien placée pour établir des liens de coopération solides avec d'autres organisations.

7. Il a informé la réunion que les révisions du Plan à moyen terme de la Commission avaient pour objet de mettre la structure des programmes de la CEA en conformité avec les mandats que la Conférence des ministres avait donnés à la Commission lors de l'adoption du plan en 1996. La création de deux nouveaux sous-programmes, l'un portant sur les questions liées aux femmes et l'autre appuyant les activités sous-régionales de développement, améliorerait l'efficacité de la Commission aux plans organisationnels et administratifs et lui permettrait d'assurer des services aux Etats membres.

8. Le Secrétaire exécutif comptait recevoir les points de vue et les recommandations du Comité sur ces deux points de l'ordre du jour.

Réforme des commissions régionales : Relations entre la CEA, les organismes des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales en Afrique (point 2 de l'ordre du jour)

9. Le Comité a examiné le document (E/ECA/MFC.1/2) "Réforme des commissions régionales: relations entre la CEA, les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et sous-régionales en Afrique - Note du secrétariat". Les débats ont porté sur un certain nombre de points; notamment: l'objet et le format des réunions du Comité ministériel de suivi, la nécessité de renforcer la coordination entre les organismes des Nations Unies opérant en Afrique, ainsi qu'entre ces derniers et les organisations intergouvernementales africaines aux niveaux régional et sous-régional; la nécessité de tenir pleinement compte des priorités et de la situation

spécifique des pays africains dans l'examen des commissions régionales en cours, la reconnaissance du fait que les problèmes de développement de l'Afrique sont en partie dûs à des facteurs endogènes à l'Afrique et que les réformes devraient porter sur la solution de ces problèmes; et le rôle des centres de développement sous-régionaux de la CEA (CDSR) dans le renforcement des activités du système des Nations Unies au niveau sous-régional.

10. En ce qui concerne l'objet et la forme des réunions du Comité ministériel de suivi, on s'est demandé si ce dernier devait être chargé d'évaluer les travaux de la Commission depuis la dernière session de la Conférence des ministres. On a cependant fait remarquer qu'en vertu des dispositions portant création du Comité de suivi ministériel, le but essentiel de ses réunions était d'aborder les problèmes particuliers survenant entre les sessions biennales de la Conférence des ministres que le Secrétaire exécutif porte à son attention. En débattant de ces questions et en prenant les décisions nécessaires, le Comité de suivi était habilité à s'exprimer au nom de la Conférence des ministres qui est l'organe suprême de la Commission. À cette occasion, il a été souligné que seules deux grandes questions méritaient l'attention du Comité de suivi, à savoir la révision du rôle des Commissions régionales par le Conseil économique et social, conformément à la résolution 52/12B de l'Assemblée générale et la première révision proposée du Plan à moyen terme, 1998-2001.

11. S'agissant de la révision du rôle des Commissions régionales par le Conseil économique et social dans le cadre du second volet des réformes de l'ensemble du système des Nations Unies, les membres du Comité de suivi sont parvenus au consensus qu'il fallait mettre l'accent sur le renforcement de la coordination interinstitutions et interorganisations aux niveaux national, sous-régional et régional en Afrique. Il a été proposé de faire de la coordination et de la collaboration des organismes des Nations Unies aux niveaux sous régional et régional en Afrique, un grand point de l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Conférence des ministres en 1999.

12. Il était souligné qu'aux termes des résolutions 32/197 du 20 décembre 1977 et 50/120 du 20 décembre 1994 de l'Assemblée générale, les Commissions régionales, y compris la CEA, ont clairement reçu pour mandat de diriger les équipes des organismes des Nations Unies opérant dans leurs régions respectives et d'améliorer la coordination des activités de développement des Nations Unies aux niveaux régional et sous régional. Mais il a également été souligné qu'en vertu des résolutions 44/211 du 22 décembre 1989, 47/199 du 22 décembre 1992 et 50/120 de l'Assemblée générale, un système des coordonnateurs résidents avait été mis en place au niveau national pour assurer la coordination des activités opérationnelles des organismes de Nations Unies, éviter les doubles emplois et mettre l'accent sur les objectifs et priorités de développement arrêtés par les Etats membres eux-mêmes sous l'autorité de leur gouvernement.

13. En examinant la forme que pourrait prendre une coordination renforcée des organismes des Nations Unies aux niveaux régional et sous-régional, le Comité a remis en cause le fonctionnement effectif du système des coordonnateurs résidents. On a fait remarquer qu'au niveau national ce système était loin de fonctionner comme prévu. Des questions ont été soulevées concernant les faiblesses persistantes de la collaboration interinstitutions au niveau national, ainsi que l'absence d'appropriation des activités opérationnelles par les Etats membres. Aussi a-t-il été suggéré de réfléchir davantage à un modèle global de renforcement de la coordination interinstitutions dans le contexte africain et d'examiner également les modalités de la coordination aux niveaux régional et sous-régional.

14. Pour ce qui est du renforcement de la coordination au niveau régional, le Comité se déclare résolument en faveur de l'opérationnalisation en Afrique de la version régionale du Comité administratif de coordination sous la présidence de la CEA. Il a été souligné que des propositions avaient été présentées dans ce sens en 1994 au Secrétaire général de l'ONU et que ces Comités régionaux existaient dans d'autres régions (Asie de l'Est et Pacifique, par exemple).

15. Le Comité a souligné que la révision des Commissions régionales par le Conseil économique et social et la réforme des activités de l'Organisation des Nations Unies en Afrique qui en résulterait, doivent tenir compte tant du contexte particulier, des difficultés et des impératifs de développement de l'Afrique dans le cadre de la mondialisation que du sentiment persistant de marginalisation qu'a l'Afrique. À cet égard, le Comité est parvenu au consensus que le rôle que joue la CEA en apportant une assistance diverse aux Etats africains, pris individuellement ou collectivement aux niveaux régional et sous-régional, pour faire face à ces problèmes demeure plus important que jamais. Le Comité a également noté qu'avant d'entreprendre de vastes réformes institutionnelles et de programmes en 1995, la Commission avait procédé à l'analyse des objectifs et priorités stratégiques de développement de l'Afrique au seuil du 21^e siècle. Il est également souligné que la Commission a entrepris de consulter les Etats membres et les principales organisations intergouvernementales sous-régionales afin d'identifier les priorités de développement propres à chacune des cinq sous-régions africaines. Le Comité a fait remarquer que les Etats membres souhaitent s'approprier davantage les activités opérationnelles des organismes des Nations Unies, y compris celle des institutions spécialisées, des institutions de Bretton Woods et de l'Organisation mondiale du commerce.

16. Le Comité a particulièrement insisté sur le rôle essentiel que devraient jouer les centres de développement sous-régionaux (CDSR) de la CEA pour renforcer la coordination et la performance globale du système des Nations Unies en Afrique. Il a été rappelé que la Conférence des ministres avaient donné pour instruction de renforcer les CDSR en y transférant des ressources substantielles et en élargissant leur mission pour en faire des facilitateurs des activités d'intégration des organismes des Nations Unies opérant dans les sous-régions. Le Comité a noté que la Commission avait entrepris d'appliquer les décisions de la Conférence des ministres relatives au renforcement des CDSR. Par conséquent, ces centres avaient les moyens d'assurer la coordination effective des activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies au niveau sous-régional et l'animation des équipes qui en sont chargées.

Première révision du Plan à moyen terme, 1998-2001 (point 3 de l'ordre du jour)

17. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité a examiné le document (E/ECA/MFC.1/3) intitulé "Première révision du Plan à moyen terme, 1998-2001 - Note du secrétariat".

18. Il a été souligné que lorsque le Plan à moyen terme, 1998-2001 a été adopté par l'Assemblée générale, en 1997, le programme de travail de la CEA s'articulait autour de cinq sous-programmes tels que définis dans les nouvelles orientations stratégiques de la Commission, dans lesquelles avaient été identifiés cinq domaines prioritaires et deux questions multidisciplinaires. Une fois commencée la mise en oeuvre du programme de travail, il est très vite devenu évident que l'efficacité de la Commission serait considérablement améliorée par la création de deux nouveaux sous-programmes distincts portant sur l'appui aux activités sous-régionales pour le développement et l'amélioration de la condition des femmes.

19. Le premier avait été approuvé dans le cadre du sous-programme intitulé: Faciliter l'analyse de la politique économique et sociale. Le nouveau sous-programme serait mis en oeuvre par le Centre africain pour la femme. Il a été fait remarquer que même après la création du nouveau sous-programme sur l'amélioration de la condition de la femme, les questions concernant les femmes continueraient d'être traitées comme des questions multidisciplinaires dans le cadre du programme de travail de la Commission.

20. Le deuxième domaine prioritaire avait été approuvé dans le cadre du sous-programme portant sur la promotion de la coopération et de l'intégration régionales. Le nouveau sous-programme sur l'appui aux activités sous-régionales pour le développement, couvrirait les programmes de travail et les activités des cinq CDSR. Il a été fait remarquer que les centres

serviraient de plateformes pour renforcer l'impact de la CEA aux niveaux sous-régional et national et qu'ils oeuvreraient en étroite partenariat avec les communautés économiques sous-régionales africaines et les organisations intergouvernementales auxquelles ils apporteraient également un appui technique en ce qui concerne les priorités spécifiques de leurs sous-régions en matière de développement, identifiées en consultation avec leurs Etats membres.

21. Le Comité a fait observer que la séparation de ces deux domaines prioritaires et la création de deux nouveaux sous-programmes y relatifs permettraient de mieux cerner les problèmes, de renforcer les efforts visant à mobiliser des ressources et à décentraliser le processus décisionnel dans ces domaines tout en renforçant la responsabilité. Il a en outre été fait observer que les révisions proposées n'impliquaient pas de coût additionnel dans la mesure où elles avaient seulement pour objectif de rationaliser davantage le Plan à moyen terme adopté auparavant, sans que des activités soient ajoutées ou retranchées.

22. Le Comité a également noté que la création du nouveau sous-programme relatif aux activités sous-régionales visait à refléter l'élargissement du mandat des CDSR qui ne se limitait plus à promouvoir la coopération et l'intégration régionales au niveau sous-régional mais devait en outre assurer la fourniture aux Etats membres d'appui et de services essentiels concernant le développement.

23. Le Comité a entériné les révisions proposées au Plan à moyen terme en vue de créer les deux nouveaux sous-programmes. Il a cependant fait observer que la création des nouveaux sous-programmes était contraire à la tendance à réduire le nombre de sous-programmes et a souligné la nécessité de maintenir l'accent sur les questions essentielles.

Questions diverses (point 4 de l'ordre du jour)

24. Il a été souligné, au titre de ce point de l'ordre du jour, que la réunion de la Commission économique et sociale de la Communauté économique africaine, devait se tenir au Caire en même temps que la réunion du Comité ministériel de suivi de la CEA. Etant donné que ce sont les mêmes ministres et experts qui devaient participer aux deux réunions, le Comité a exhorté les trois grandes organisations intergouvernementales africaines - l'Organisation de l'unité africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Banque africaine de développement - à considérablement améliorer, dans le cadre de leur secrétariat conjoint, le niveau de coordination de leurs activités afin d'éviter que les grandes manifestations qu'elles organisent ne se chevauchent comme cela a été le cas pour la présente réunion.

Adoption du rapport (point 5 de l'ordre du jour)

25. Le Comité a examiné le rapport ainsi que le projet de résolution et les a adoptés.

Clôture de la réunion (point 6 de l'ordre du jour)

26. Le Secrétaire exécutif adjoint a remercié les membres du Bureau du Comité et le secrétariat pour leur excellent travail.

27. La Présidente a également remercié les membres du Comité pour leur participation active aux travaux et a ensuite déclaré la réunion close.

Annexe II

**REUNIONS DES ORGANES SUBSIDIAIRES
TENUES AU COURS DE LA PERIODE CONSIDEREE**

(9 MAI 1997 - 28 AVRIL 1998)

Titre de la réunion	Nom et lieu	Cote du document
Deuxième Conférence régionale des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie en Afrique	Durban, Afrique du Sud, 21-22 novembre 1997	ECA/RCIB/DUMER/MIN.12/RTP/97
Onzième réunion de la Conférence des ministres africains des transports et des communications	Le Caire, Egypte, 25-27 novembre 1997	ECA/TPTCOM/MIN.11/RM/97
Première réunion du Comité ministériel de suivi de la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification	Addis-Abeba, Ethiopie, 28 avril 1998	E/ECA/MFC.1/6